Vers un partenariat Cnam - France terre d'asile

Pour ouvrir les champs des possibles aux réfugiés statutaires...

Fatiha Mlati

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/3730>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.3730

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2016

Pagination : 106-108

ISBN : 978-2-919040-36-0

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Fatiha Mlati, « Vers un partenariat Cnam - France terre d'asile », *Hommes & migrations* [En ligne], 1315 | 2016, mis en ligne le 02 janvier 2017, consulté le 15 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/3730>

INITIATIVES

VERS UN PARTENARIAT CNAM - FRANCE TERRE D'ASILE

POUR OUVRIR LES CHAMPS DES POSSIBLES AUX RÉFUGIÉS STATUTAIRES...

Par **FATIHA MLATI**, directrice de l'intégration¹, France terre d'asile.

France terre d'asile est une association loi 1901, fondée en 1970 et qui a principalement pour but le maintien et le développement d'une des plus anciennes traditions françaises, celle de l'asile, en garantissant en France l'application de toutes les conventions internationales pertinentes.

L'association prend en charge des personnes en besoin de protection, notamment les demandeurs d'asile, les réfugiés ou encore les mineurs isolés étrangers. Elle est présente dans 10 régions, 38 villes, à travers l'animation d'une cinquantaine de dispositifs qui accompagnent plus de 15 000 personnes chaque jour. Elle est présente également à l'international, notamment avec une implantation en Tunisie. Elle mène un travail juridique et politique, des actions d'information, des démarches et des interventions auprès des organismes publics et privés concernés. Elle est notamment membre du Conseil européen pour les réfugiés et les exilés (CERE), de la plateforme des droits fondamentaux de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne, et a le statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social des Nations unies depuis juillet 2012.

Les enjeux de l'intégration des réfugiés

Suite à l'engagement présidentiel portant sur l'accueil de plus de 30 000 réfugiés relocalisés en provenance des frontières de l'Europe sur deux ans, et à l'annonce du plan gouvernemental pour répondre à « la crise migratoire » impliquant un effort de mobilisation et de création de places d'hébergement et de logement à destination des demandeurs d'asile et des bénéficiaires d'une protection internationale, nous constatons une nouvelle dynamique dans le secteur.

Le premier enjeu se pose en termes de volumétrie. 19 500 personnes nouvellement protégées en 2015, soit 34 % de plus qu'en 2014, sans compter l'accueil prévisionnel de 15 000 personnes relocalisées ou réinstallées en 2016 et en 2017. Ainsi, c'est près du double de personnes protégées à accueillir, à héberger, à accompagner afin qu'ils puissent reconquérir un statut social et économique dans un pays qu'ils ne connaissent pas ou si peu. Le second enjeu consiste à coordonner et à donner de la lisibilité aux mobilisa-

¹. Les activités de la Direction de l'Intégration sont soutenues par l'Union européenne (FAMI), le Ministère de l'Intérieur, le Ministère du Travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, le Ministère de l'Égalité des territoires et du logement et ses services déconcentrés, par des collectivités territoriales et des dons privés.

tions polyformes qui ont vu le jour. Pour France terre d'asile, il s'agit de trouver une efficacité à la volonté de la société civile d'être partie prenante dans l'accueil et l'aide apportée aux réfugiés. Par ailleurs, depuis l'automne 2015, de nombreux acteurs ont lancé des initiatives, plus ou moins adaptées aux réalités de l'état des procédures d'accès à l'autonomie des réfugiés, et à l'hétérogénéité qui caractérise ces derniers en raison de leurs parcours, de leurs typologies, de leurs provenances, de leurs profils, de leurs modes de prise en charge. De nombreuses organisations intervenant traditionnellement dans le cadre du droit commun, ou appartenant à la sphère économique, ainsi que des associations citoyennes, étudiantes, militantes... se sont mobilisées pour proposer et inventer des dispositifs d'accompagnement des réfugiés. Aujourd'hui, notre objectif est d'agir pour pouvoir donner du sens à toutes ces initiatives, de faire en sorte que, dans le développement des palettes du possible, chaque réfugié puisse y trouver un tremplin, y compris les plus vulnérables, mais aussi de permettre d'apporter des solutions adaptées et coordonnées pour une meilleure efficacité.

Les pistes de travail entre le Cnam et les services dédiés à l'inclusion et à l'intégration de France terre d'asile

À l'automne 2015, le Cnam s'est rapproché de France terre d'asile afin de faire émerger des pistes de travail dans l'objectif de créer une synergie au service de l'inclusion et de l'intégration des réfugiés statutaires. En effet, le travail en réseau et le partenariat sont des axes essentiels afin d'élargir le champ des possibles pour le public bénéficiaire de nos actions. Il s'effectue soit dans le cadre du travail quotidien en proximité par les intervenants sociaux chargés d'insertion, soit par le développement de convention de partenariat ou encore par l'expérimentation.

À cet effet, le premier besoin des services de la Direction intégration, et tout particulièrement du projet européen Capi (Centre d'accueil et de préparation à l'intégration des réfugiés) cofinancé par le Fonds asile migration intégration (Fami), a été de démultiplier son offre en matière d'apprentissage de la langue française. Ainsi, une convention de mise à disposition d'une salle de formation par le Cnam Paris a été mise en place. Dans ce domaine, un travail collaboratif avec le laboratoire langues du Cnam pourrait être mené afin de construire un parcours d'apprentissage linguistique adapté aux besoins des réfugiés sur le long terme.

Mais c'est aussi, dans le cadre du parcours d'ateliers dédié à la formation et à l'emploi que nous proposons aux réfugiés l'expertise du Cnam afin d'accentuer le travail sur la connaissance des besoins du marché du travail, des métiers d'aujourd'hui et de demain. Au-delà, il s'agirait d'ouvrir le chantier de la reconnaissance des parcours, des expériences et des diplômes acquis hors Union européenne.

Courant 2015, nous avons souhaité donner de l'élan à la promotion de la création d'activité par les réfugiés. À cet effet, nous avons lancé une expérimentation avec l'association Pivot. Celle-ci a pour but, avant tout, de sensibiliser les réfugiés à ce type d'opportunité, avant même de leur fournir la méthodologie et l'accompagnement nécessaires à ce type de parcours. Le Cnam dispose d'une formation de haut niveau en la matière. Il s'agira, à court terme, d'examiner les modalités d'adaptation de celle-ci au parcours, semé d'embûches, du réfugié. En parallèle, le développement de cet axe nécessite de travailler également sur la connaissance et les représentations de l'entreprise par les intervenants sociaux chargés d'accompagner les réfugiés vers l'autonomie. Ces derniers ont le plus souvent une connaissance très vague de l'entreprise et de ses réalités. Les formations en travail social mineurent, le plus souvent, le volet insertion professionnelle. Elles ignorent quasiment la création d'activité.

INITIATIVES

Il s'agit de construire une action de formation dédiée aux travailleurs sociaux sur ce domaine afin de leur donner les moyens de pouvoir ouvrir ce type de perspective aux réfugiés qu'ils accompagnent. Une réflexion avec la chaire de travail social du Conservatoire pourrait être une piste de développement.

Par ailleurs, au-delà de la question de l'inclusion des réfugiés, se pose la question du lent processus de développement de leur sentiment d'appartenance à la société d'accueil. Celui-ci passe par l'énonciation, la compréhension, le partage des valeurs communes, et en premier lieu celles de l'égalité des sexes, de la laïcité. France terre d'asile a souhaité doter son réseau insertion d'un outil pédagogique de promotion de l'égalité des sexes auprès des primo arrivants². Cela n'est pas suffisant. Cet aspect représente un enjeu important. Il nous place en tant qu'acteur social face à la responsabilité d'amener les personnes à

être en capacité de faire société. Il demande à être nourri par une réflexion plus large auquel le Cnam sera associé, à l'occasion de la tenue de journées d'échanges des pratiques de notre réseau prévue pour l'automne prochain.

Il s'agit enfin d'associer le Cnam à notre opération de parrainage citoyen, lancée fin 2015 avec le soutien financier de la Ligue professionnelle de football (LPF) et le concours du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, la CFDT Île-de-France et l'association de débats citoyens Agora 21, membres du Comité de pilotage, dénommée « Duos de demain ». Celle-ci a pour objectif de créer des passerelles, du lien entre des réfugiés et des citoyens qui souhaitent donner un peu de leur temps afin de partager la langue française, des moments de convivialité, des activités sportives ou culturelles. Le développement du lien social représente la clef de voûte du bien-être retrouvé de celui qui a vécu le déracinement. ■

2. Kit « Égale à égal de promotion de l'égalité des sexes à destination des primo arrivants » élaboré en 2014-2015 grâce au soutien du ministère de l'Intérieur, Direction de l'accueil, de l'accompagnement des étrangers et de la nationalité.